

## REVISION DE L'ARTICLE 167 DE LA CONSTITUTION

### CDH

- Ils ne sont **pas pour une autorisation préalable**. Pour eux, **l'initiative reste une prérogative du Gouvernement**, la décision de la mission reste de son ressort.
- Ils sont pour une **évaluation régulière et une sanction après trois mois**. Le CDH demande que **la Chambre vote obligatoirement la poursuite de la mission après une délai de trois mois après le début** de celle-ci.
- Le CDH pousse à ce que le **contrôle des parlementaires** soit **plus étroit** sur la question.
- Il peut y avoir des **exceptions pour des raisons humanitaires**.
- Ils sont pour l'**obligation d'avoir un mandat clair et défini**.
- Le CDH est favorable et demandeur de l'inscription de l'article 167 aux articles constitutionnels soumis à révision pour la prochaine législature ; il va probablement soumettre une proposition dans ce sens à la Chambre.

### ECOLO

- Le parti est **favorable à la révision et demande l'inscription de l'article 167 aux articles constitutionnels** soumis à révision pour la prochaine législature.
- Ils sont d'accord avec **l'extension à la notion « d'utilisation des forces armées belges »** et sur la **démocratisation du processus de décision**.

### PS

- Le PS est **favorable à l'inscription de l'article 167 aux articles constitutionnels** soumis à révision pour la prochaine législature, si révision il y a.
- Nécessité de **lister les différents types de mission** afin de voir lesquelles devraient être **soumis au vote de la Chambre**. Ce listage devrait faire l'objet d'une loi.

### FDF

- Il rappelle que **le parlement garde le contrôle in fine de l'activité du pouvoir exécutif via la motion de méfiance**, la forme par excellence du contrôle parlementaire.

- Au-delà de cette observation, le FDF soutient les revendications présentes dans le mémorandum de la CNAPD surtout la nécessité d'instaurer un contrôle a priori.

## MR

- Le MR n'est pas demandeur d'une révision de l'article 167 de la Constitution.
- Si révision de l'art 167 il y a, le MR est d'accord du caractère obsolète de cet article et souligne la nécessité d'ajouter à l' « état de guerre », l' « utilisation des forces armées belges à l'étranger ».
- Le MR n'est pas favorable au changement du processus décisionnel même s'il demande la systématisation de la consultation du Parlement.
- Il pose la question de savoir comme cela serait géré durant les périodes de vacances et se demande pourquoi dévoluer à la commission défense si il faut de la rapidité.
- Ils sont pour la possibilité d'imposer le secret.

## PTB-GO

- Le PTB-GO soutient tout processus de démocratisation et donc toutes les revendications de la CNAPD en la matière. Selon eux, il faudrait reprendre les termes de la charte de l'ONU.
- Le PTB-GO souligne tout de même qu'il préfère un débat de fond sur la notion et l'utilité de la guerre en préférant une non-ingérence absolue dans les affaires internes d'autres États.
- Le PTB-GO demande un statut de neutralité de la Belgique sur la scène internationale et, dans un premier temps, une neutralisation progressive de la Belgique à l'intérieur de l'OTAN.